

Quelles sont les fondations sur lesquelles reconstruire l'Ukraine?

Autor(en): **Dugoin, Christine**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2014)**

Heft 4

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781157>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Ukraine

Quelles sont les fondations sur lesquelles reconstruire l'Ukraine ?

Christine Dugoin

Chercheur, Institut de Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

Les dernières élections présidentielles ukrainiennes devaient permettre de mettre en place un gouvernement démocratique. Dans l'esprit de la majorité des ukrainiens, ces élections devaient aussi amener la paix sur le territoire et apporter un changement radical quant aux modes de gouvernance connus jusqu'alors pour leur corruption et leurs liens avec les oligarques compromettant l'indépendance de l'Etat.

En outre, la possibilité d'un second tour était appréhendée et un des arguments électoraux était de tout faire pour éviter un second tour et ses potentiels débordements de violence.

Aussi, beaucoup de bulletins ne sont pas l'expression d'une adhésion à un programme ou à une personne mais bien à un choix stratégique visant de voter pour le candidat le plus apte à passer dès le premier tour, et à ce titre M. Porochenko était le plus crédible. L'effet pervers de cette démarche et qu'au lendemain des élections, nombre des électeurs de la veille avouaient ne pas soutenir le tout nouveau Président de l'Ukraine.

Si dans Kiev l'ambiance était festive, il est important de noter que le taux de participation n'était pas aussi élevé que les premiers « twittes » pouvaient le laisser penser, et ceux pour une raison simple. Le jour du vote, plusieurs élections étaient en jeu, les présidentielles bien sûr mais aussi les municipales de Kiev, et deux autres scrutins locaux. Ainsi les électeurs devaient répondre à plusieurs suffrages avec des listes longues et des assesseurs manquant d'expérience pour gérer une telle affluence de données. Ainsi il n'était pas rare de voir des ukrainiens ayant passé plusieurs heures dans leurs bureaux de vote pour déposer leurs suffrages, participant par leur longue présence à l'impression de foule perpétuelle.

En outre, si la région du centre de l'Ukraine a voté à environ 70 % l'est ne s'est prononcé qu'à un peu moins de 50 %, et encore ce chiffre est-il à comprendre sur les bureaux ouverts et non sur le nombre total d'inscrits.

De facto, les chiffres prouvent eux-mêmes que M. Porochenko n'est pas le leader national espéré.

Certains auraient même voté pour lui en se disant qu'en cas de mécontentement extrême il serait plus facilement renversable, car ne disposant pas d'appuis politiques solides, son parti « solidarité » étant encore une coquille vide. Cependant cette analyse semble de courte vue pour un homme ayant une telle connaissance des rouages et un sens pragmatique chevillé au corps, gageons qu'il aura pensé dès sa candidature à négocier des partenariats solides...

Sa candidature s'est appuyée sur un programme « pro Europe, » sur la promesse du retour de la paix et sur des slogans fort visant une hausse du niveau de vie, en promettant d'aligner le salaire moyen sur celui des ouvriers de la chocolaterie de cet homme d'affaire émérite, Roshen, soit 7'500 hrivnas (environ 470€). Le « *gi bit* » de campagne étant « On l'a fait pour 45'000 employés, on peut le faire pour 45 millions d'Ukrainiens. »

Il y a bien sûr les formules de campagne, mais il est important de voir qui est le Président au-delà de l'homme d'affaire reconnu, dont la fortune est estimée par Forbes à 1,6 millions, ce qui le place dans le top ten des ukrainiens les plus fortunés (à la septième place).

Si les ukrainiens souhaitent un homme incarnant le renouveau politique, il n'est pas sûr que le tout qu'il en soit la plus parfaite incarnation. En effet, sa carrière politique commence il y a quelques 20 ans. Il a souvent été proche du pouvoir, d'abord avec Kroutchma, puis avec Ioutchenko et ensuite Ianoukovitch, il participa d'ailleurs au financement de la révolution orange, puis ensuite à la création du Parti des Région (PRU) de l'ex-président Ianoukovitch. A cette période, il connut très bien Ioulia Timoshenko, et il réussit habilement à ne pas officiellement prendre de parti pour elle ou pour Ianoukovitch dans le conflit qui les opposa avant l'emprisonnement de celle-ci.

L'Ukraine a réintroduit le service national et créé une «Garde nationale» visant à compléter ses forces armées, largement professionnalisées, mais désorganisées suite à la sécession de plusieurs régions orientales.

S'il créa son actuel parti dans le début des années 2000, il laissa ce dernier en sommeil jusqu'à ce jour et assurer son « réveil » est un des challenges à relever par le nouveau président, nous y reviendront plus tard.

Durant cette période, il resta proche du pouvoir et assumait plusieurs fonctions de ministres, et usa d'assez de force de persuasion pour être nommé à ces postes alors même que les présidents changeaient... Il fut aussi député ce qui lui confère une parfaite connaissance des institutions et rouages décisionnels mais aussi des intervenants officiels et officieux de la politique ukrainienne.

En 2005, il était impliqué dans une affaire de corruption et fut un temps, très bref au demeurant, écarté du pouvoir. Il avait alors soutenu l'oligarque Victor Pinchuk (fortune estimée à 3,3 milliards d'après *Forbes*) impliqué dans un trafic de rachat de parts de sociétés privatisées à bas coût, une pratique habituelle des oligarques permettant d'accroître à moindre frais leurs empires.

Ne peut-on craindre qu'au-delà des déclarations faites la main sur le cœur, près de 20 ans ne laissent nombre d'habitudes à cet homme d'affaire pragmatique, et qu'il ait bien du mal à créer un nouveau gouvernement loin des pratiques et courroies de transmissions si bien connues ? En outre, quelle que soit ses motivations et aspirations, le tout nouveau président n'a pas de majorité stable. Si il dispose du soutien du parti UDAR du nouveau maire de Kiev, Vitaly Klitchko, cela n'est pas suffisant pour lui apporter une majorité suffisante à la RADA (Assemblée Nationale ukrainienne) qui a un rôle extrêmement important via la constitution de 2004. Constitution qu'il va d'ailleurs falloir réformer, d'où l'importance de la majorité sur laquelle s'appuyer à la RADA pour le président. En homme pragmatique et informé Mr Porochenko aurait, il y a plusieurs mois, « racheté » les structures du PRU afin de gagner d'autres soutiens. Enfin, les tractations vont bon train avec des membres du parti de Timoshenko, Batkivchtchina.

En effet, c'est à ce jour le parti qui détient la majorité non officielle au parlement. Aussi tous les membres qui se rallieront au parti « Solidarité » du Président sont autant qui non seulement lui permettront d'asseoir sa majorité mais aussi affaibliront la grande déception des élections présidentielles : Mme Timoshenko.

Si sa défaite est le fruit de son « usure », car elle représentait le passé pour beaucoup d'Ukrainiens, elle est aussi le résultat d'une perception de sa personne comme vindicative, conflictuelle et avide de pouvoir. Son récent positionnement pro-OTAN alors qu'elle avait jusqu'alors été très neutre a été compris comme une marque d'opportunisme politique et d'arrivisme. Lors de la campagne, elle a souvent pris le parti de tenter de créer une relation uniquement affective avec les électeurs quitte à les infantiliser, mais les ukrainiens de Maidan estiment avoir grandi lors des événements et ne veulent plus ce maternage. Nonobstant, il y a fort à parier que Mme Timoshenko s'attachera à tenter de gagner en pouvoir ce qui n'ira pas dans le sens du Président. Déjà on parle de



Depuis le mois de juin, l'armée ukrainienne a lancé une série d'opérations militaires visant à reprendre le contrôle des régions sécessionnistes de l'Est du pays.



ses vues sur la présidence du parlement et de tractations visant à créer un bloc « anti-Porochenko » au sein de la RADA qui unirait son parti avec les indépendants, les communiste et les restes du PRU.

Nous ne pouvons pas omettre de parler de la troisième force en puissance à savoir Oleg Liashko, qui a lui créer la surprise de ces élections avec sa troisième place.

Cet homme est connu pour être un populiste, proche du peuple et son discours dur envers les « terroristes de l'est » a réussi à ravir les suffrages d'une part de la population. Au-delà de ces votes, il a bénéficié d'un report de voix des extrêmes droites. Aussi, il serait trop facile et optimiste de croire que la droite dure est définitivement morte et enterrée en Ukraine. Pis, Svoboda risque très certainement de gagner des postes au parlement et la demande d'abaisser le pourcentage à 5% des suffrages leur permettra aisément d'obtenir des sièges, d'autant qu'ils bénéficient du soutien financier de l'oligarque et actuel gouverneur de Dniepropetrovsk, Kolomoisky. Enfin, si Liashko arrive à prendre la Rada ou à former un groupe réunissant des partisans de mouvements plus durs, des affaires de mœurs où il est impliqué en font, au cas où elles ressortiraient, un homme facilement rejetable par l'opinion publique très sensible sur ces sujets.

Enfin des ententes ont déjà été prises avec les oligarques de l'ouest, qui contre leur soutien dans la campagne entendent bien garder la relative indépendance dont leurs provinces jouissaient avec le précédent régime. Ces accords risquent de lier les mains du nouveau président, et laissent craindre que nous soyons passés d'un régime vertical à un régime horizontal, mais tout aussi verrouillé...

Le volet militaire mérite aussi d'être analysé au moins rapidement. L'armée ukrainienne fortement sollicitée dans la « lutte contre le terrorisme » engagée par Kiev contre sa population de l'est est affaiblie. Si elle était initialement forte de près de 150'000 hommes elle a connu nombre de désertions ou de passages à l'armée russe après l'annexion de la Crimée. Une partie des effectifs s'est également ralliée à la population et l'est. En soutien, l'armée bénéficie du renfort de la garde nationale. Or celle-ci est composée de civils plus ou moins formés et surtout mal équipés, tous n'ont pas tous de gilet pare-balle, loin s'en faut. Non seulement ces troupes sont peu formées et donc peu fiables en situation de guerre civile mais en plus, elles ne font pas l'unanimité. Si les médias essaient de les hisser au rang de héros et de provoquer un engouement pour l'engagement des recrues, des mères de familles ont récemment mis un mouvement en place visant à interdire à leurs fils de s'engager dans la garde civile estimant cela bien trop dangereux.

Cela pose une autre question : comment continuer un conflit quand il y a une fatigue et une lassitude de la population qui tôt ou tard refusera de combattre doublée d'une faiblesse de l'armée ?

Difficile alors de continuer sauf à utiliser des moyens extérieurs via mercenaires et armement venus aussi bien

de l'est (utilisant entre autre les corridors ouverts sous couvert de besoins humanitaire, mais qui permettent aussi à des hommes d'armes de venir de Russie) que de l'ouest comme ce fut déjà le cas pour les opérations impliquant BLACKWATER et GREYSTONE de Kiev subventionnées par des fonds américains, et d'avouer alors au grand jour qu'il s'agit aussi d'une guerre de proximité que d'autres se livrent sur le territoire ukrainien, loin des attentes de Maïdan.

En tout état de cause, le nouveau Président semble vouloir finir de traiter le problème de l'est, voire « d'éradiquer la contestation de l'Est, » comme il le disait dans son discours d'investiture le 7 juin. Surtout il souhaitera sans aucun doute mener à bien cette opération avant de nommer un nouveau ministre de la défense. Ainsi via un nouveau ministre il ouvrira une nouvelle ère qui lui permettra d'utiliser l'ancien ministre comme fusible pour le mécontentement de la population. Pour occuper ce poste, on parle de Valeriy Chaly, Directeur général adjoint de Razmukov Center, qui aurait d'ores et déjà démissionné de ce poste pour être libre d'engagement mais reste encore en attente de sa nomination.

N'oublions pas que si le nouveau président ne tient pas tout ou partie des promesses faites en écho aux attentes fortes des ukrainiens, il n'est pas exclu de vivre un Mайдан 3.0. Mais, certains parle de Mайдан comme d'une « NDE » pour l'Ukraine, une near death experience. Si tel est le cas l'Ukraine qui serait quasi morte une première fois, si elle ne sait pas tout à fait ce qu'elle veut, sait ce qu'elle ne veut plus. De fait, si la population devait redescendre dans la rue il y a fort à craindre que cela ne permette une escalade de violence et n'étende la désorganisation de l'Est au reste du pays, le condamnant ainsi à une longue errance tant économique que politique.

Pour conclure, la situation est loin d'être calmée, tant sur le plan de la politique interne que de la politique externe et gageons que la rentrée sera chaude.

Entre les problématique liée à l'approvisionnement en gaz et au paiement d'une facture que l'Ukraine ne sera pas plus en mesure de payer dans trois mois qu'elle ne l'est maintenant, des mesures d'austérité qui devront être assumées par une population déjà lasse et les tractations pour l'ASA (accord d'association avec l'UE) et qui récemment wmanifestait devant la Rada pour demander des élections législatives anticipées, la situation reste tendue. L'UE aura aussi faire avec ce dossier, le financement de cet état en faillite sera économiquement lourd et intellectuellement difficile à accepter pour la Grèce qui s'est vue imposée une politique d'austérité ou pour des candidats à l'UE à qui sont fixés objectifs très exigeants pour entrer dans l'Union. Enfin l'Ukraine pose à l'UE la question de la politique étrangère et de défense commune et de ses opérations extérieures à visée de maintien de la paix. On le voit ce dossier,est loin d'être clos.

C. D.